

Retraites: « On a été poli jusqu'ici. Maintenant, ça va chauffer! »

C'est avec les couteaux affûtés et le fusil-mitrailleur graissé que la gauche a écouté les annonces par le gouvernement de la réforme maîtresse du mandat de Nicolas Sarkozy: celle des retraites. Annoncée le 16 juin par Éric Woerth, ministre du Travail et de la Solidarité, elle prévoit notamment un recul progressif de l'âge légal de départ de 60 à 62 ans d'ici à 2018, et la création d'un dispositif nouveau permettant aux salariés « usés par leur travail » de partir à la retraite à 60 ans en bénéficiant d'une retraite à taux plein. L'annonce passée, le combat peut commencer. Il y a la rue, bien évidemment, et notamment une première manifestation de grande ampleur, ce jeudi 24 juin partout en France. Il y aura ensuite le



Jean-Jacques Mirassou et Monique Iborra.

combat parlementaire. Et le Parti socialiste promet de se poser en bouclier face à « un projet injuste et irresponsable », accuse Monique Iborra, députée PS de Haute-Garonne.

Monique Iborra, comme l'ensemble de ses collègues de la gauche parlementaire, est fortement agacée. « Nous ne remettons pas en cause le fait de réformer. Nous pensons que cette réforme doit être un vrai grand projet de société basé sur la justice sociale », poursuit la députée.

« Il serait juste si tous les revenus participaient à combler le déficit. Or, le projet gouvernemental prévoit que la plupart du financement sera provisionné par la taxation des revenus et que les revenus financiers, bonus, stock-option et tutti quanti représenteront une part infime de ce financement: 21,6 milliards contre 4 milliards », calcule Jean-Jacques Mirassou, sénateur PS de Haute-Garonne. « On tape toujours les mêmes pour privilégier les riches! », tempête-t-il.

Catherine Lemorton, députée PS de la première circonscription, dénonce qu'en limitant sa projection à l'année 2018 et en asséchant le fonds de réserve des retraites créé par Lionel Jospin, « le gouvernement prouve son incapacité à trouver des réponses structurelles et responsables au déficit créé par le vieillissement de la population ».

Se référant à un texte de réforme que le bureau national du PS a adopté le 18 mai dernier, Monique Iborra assure que « nous proposerons une contre-réforme ». Ce texte défend quatre objectifs prioritaires: garantir le niveau de vie des retraités; faire une réforme juste, en mettant à contribution tous les revenus, y compris ceux du capital, en prenant en compte la pénibilité et en maintenant l'âge légal de départ à 60 ans; faire une réforme durable, avec un financement qui pérennise le système par répartition; des garanties collectives pour davantage de choix individuels, dans un cadre universel, solidaire et protecteur qui prenne en compte les parcours personnels.

« On va se bagarrer. Nous avons été bien élevés jusqu'ici, mais maintenant ça va chauffer! », prévient Jean-Jacques Mirassou. Les parlementaires attendent avec impatience « les 20, 21 et 22 prochains et l'examen du projet de loi en commission des affaires sociales où nous défendrons notre contre-proposition juste et responsable », annonce Catherine Lemorton.

La bagarre s'étendra sans aucun doute au-delà de l'été.

vendredi 25 juin 2010